



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES SOMME SUD-OUEST
16 bis route d'Aumale
80 290 POIX DE PICARDIE**

ELABORATION D'UN PCIS (Plan Communal et Intercommunal de Sauvegarde)

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

**Date et heure limites de remise des offres : VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2025 AVANT
12H00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
 - 2.1. - Objet du marché
 - 2.2. - Procédure de passation
 - 2.3. - Forme du marché
3. - Dispositions générales
 - 3.1. - Décomposition du marché
 - 3.2. - Durée du marché - délais d'exécution
 - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
 - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
 - 3.5. - Délai de validité des propositions
 - 3.6. - Variantes
 - 3.7. - Communication et échanges d'informations par voie électronique
4. - Dossier de consultation
 - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
 - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
5. - Présentation des propositions
 - 5.1. - Documents à produire
 - 5.2. - Langue de rédaction des propositions
 - 5.3. - Unité monétaire
 - 5.4. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
 - 5.5. - Négociation
 - 5.6. - Régularisation des offres
 - 5.7. - Documents à produire par le candidat retenu au stade de l'attribution du marché
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

COMMUNAUTE DE COMMUNES SOMME SUD-OUEST
16 bis route d'Aumale
80 290 POIX DE PICARDIE

Téléphone : 0322901965

Article 2 - Objet de la consultation

2-1 objet du marché

La consultation porte sur l'élaboration d'un Plan Intercommunal Communal de Sauvegarde (PICS)

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 1° du code de la commande publique.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

SANS OBJET

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

Le marché est exécutoire à compter de sa notification et jusqu'à la fin de l'élaboration du PICS (12 mois)

L'achèvement des missions fera l'objet d'une décision établie par la CC2SO, en sa qualité de maître d'ouvrage.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif sur les ressources propres de la collectivité.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera conclu soit avec un prestataire unique soit avec un groupement momentané d'entreprises sous la forme d'un groupement solidaire ou avec un sous-traitant

3-5-Délai de validité des propositions

Les offres sont valables pendant 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes autorisées

Les variantes ne sont pas autorisées.

3-6-2-Variantes exigées

Pas de variante exigée.

3-7-Communication et échanges d'informations par voie électronique

Echanges possibles à partir de la plateforme numérique

Article 4 - Dossier de consultation
--

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation
- l'acte d'engagement,
- le CCTP
- le DPGF

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 - Présentation des propositions
--

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

5-1-1 Présentation des candidatures : justificatifs à produire

→ une lettre de candidature conforme au modèle « lettre de candidature-attestation sur l'honneur » jointe à la présente consultation ou au DC1 incluant une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas des interdictions de soumissionner (1) ;

→ une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement conforme au modèle DC2 et permettant d'apprécier :

- * ses aptitudes à exercer l'activité professionnelle concernée par le marché,
- * ses capacités économiques et financières (chiffre d'affaires),
- * ses capacités techniques et professionnelles, (2)

→ Une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement indiquant les effectifs moyens annuels pendant les 3 dernières années ;

→ le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;

→ une liste de références en lien avec la consultation,

→ si le candidat est en redressement judiciaire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

En cas de groupement, les pièces des co-traitants doivent être fournies par chaque membre du groupement.

En cas de sous-traitance, devra être remis également un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4 incluant une attestation sur l'honneur au regard des interdictions de soumissionner) accompagnés de l'ensemble des pièces justifiant de ses capacités économiques, financières et de ses capacités professionnelles et techniques.

Toutefois, en lieu et place des documents ou renseignements cités au (1) et (2), le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016. Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

5-1-2 Contenu de l'offre

Les candidats devront impérativement produire les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement **complété** valant acceptation de l'ensemble des pièces contractuelles, administratives, techniques et financières ;
- Une note présentant les compétences des candidats, les références similaires de moins de 3 ans et la méthodologie,
- Un planning de réalisation,
- Le DPGF complété,

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

La date et l'heure limites de remise des offres est fixée au VENDREDI 12 Septembre 2025 AVANT 12H00

L'enveloppe électronique contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre du candidat listés à l'article 5 du présent règlement.

Il n'est pas exigé que les plis soient signés électroniquement. Le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le marché rematérialisé au format papier.

Les dossiers réceptionnés hors délai ne seront pas retenus.

5-5-Négociation

La CC2SO se donne la possibilité de négocier avec les 3 candidats ayant remis les meilleures offres.

Cependant, la CC2SO se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

5-6-Régularisation des offres

Néant

5-7-Documents à produire par le candidat retenu au stade de l'attribution du marché

- **Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail ;**
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales;
- **Certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-2 à L 5212-5 du code du travail ;**
- En cas d'emploi de salariés étrangers, les pièces prévues à l'article D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du code du travail, établie sur la base du registre unique du personnel, et indiquant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- En cas de recours à des salariés détachés, les pièces prévues à l'article L.1262-2-1 du code du travail, à savoir une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ainsi que la copie du document désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation pour les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique , le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

Il n'est pas exigé de signature électronique à la remise des offres.

Seul le candidat retenu sera tenu de signer le marché. Aussi, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le marché rematérialisé au format papier.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-7 et R.2152-11 du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

Critères de jugement des offres :

1. Valeur technique (60 points) appréciée au regard d'une note présentant :

- Les compétences de l'équipe, les références similaires et la méthodologie (50 points)
- Le calendrier (10 points) en détaillant les interventions par phase,

2. Prix (40 points)

Le critère relatif au prix sera calculé de la façon suivante : la note maximale de 40 sera attribuée à l'offre la plus basse. Pour toutes les autres offres, le calcul de la note sera fait sur la base proportionnelle du rapport entre l'offre la plus basse et l'offre à noter, multiplié par 40 pour obtenir une note sur 40.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui aura obtenu la note la plus élevée (sur un total maximum de 100 points).

Offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 à L.2152-6 et R.2152-3 à R.2152-5 Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

- Pour tous renseignements :

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres aux adresses suivantes. Aucune réponse ne sera apportée au-delà de ce délai.

1) Renseignements administratifs

Correspondant :

Adresse : COMMUNAUTE DE COMMUNES SOMME SUD-OUEST

Mme solène BASDEVANT – Services Marchés

Téléphone : 0322901965

2) Renseignements techniques

Xavier DESCOUTURES

3) Voies et délais de recours

- Coordonnées du Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier 80 011 AMIENS
Tél. 03 22 33 61 70 Télécopie : 03
22 33 61 71 courriel :
greffe.taamiens@juradm.fr